

Inégalités : comment expliquer l'hypocrisie de la gauche ?

22 février 2018



Le débat sur les inégalités en France est marqué par une profonde hypocrisie. Les grandes envolées lyriques, souvent à gauche de l'échiquier politique, cachent mal une indifférence au sort des catégories populaires [1]. Il ne suffit pas de dénoncer ce grand écart entre les discours et les actes, il faut aussi essayer d'en comprendre les raisons.

« *Voulons-nous vraiment l'égalité ?* » s'interrogeait en 2015 le philosophe - et président de l'Observatoire des inégalités - Patrick Savidan [2]. Qui est ce « nous » ? Certainement pas les « libéraux-conservateurs » qui, fidèles à leur idéologie, estiment que la liberté prime sur tout et que l'égalité est au fond un sous-produit. Bien davantage les « progressistes » qui affirment que, sans l'égalité, la liberté ne peut se construire.

Si l'hypocrisie existe en matière d'inégalités sociales, elle vient donc de la gauche, et plus précisément d'une forme de « bourgeoisie culturelle ». Diplômée [3], elle occupe les centres de pouvoir au niveau national comme au niveau local, dans l'univers politique, médiatique, associatif ou professionnel. Cette bourgeoisie culturelle vote le plus souvent à gauche, parfois jusqu'à l'extrême. Mais tout en tenant un discours très virulent contre les inégalités, elle s'intéresse surtout à l'école de ses enfants (la reproduction des inégalités dans le temps), à ses loisirs (la maîtrise de son temps) ou à son environnement (bien manger, bien respirer, etc.). Le sort des ouvriers qui travaillent à la chaîne ou des caissières n'est pas vraiment son problème. Elle célèbre la « mixité » (sociale, ethnoculturelle, etc.) tant qu'elle s'applique aux autres catégories et n'envahit pas ses quartiers.

Pour défendre leurs privilèges, ces bourgeois culturels jouent sur plusieurs registres, qui peuvent être différents en fonction de leur position, plus ou moins à gauche. Tout d'abord, ils mettent en avant les inégalités qui ne bousculent pas leur pouvoir en tant que groupe social : écarts entre les sexes, les générations, les inégalités territoriales et les discriminations. Redécouvertes, ces « nouvelles inégalités » envahissent les discours et occupent le terrain pour faire paravent aux inégalités entre groupes sociaux. Ensuite, cette bourgeoisie de gauche joue les victimes. La dramatisation des discours qu'elle tient, autour de la crise et de la précarité, a une fonction. Si précarité, déclassement, mauvaises conditions de travail et chômage touchent tout le monde, ils ne touchent plus personne en particulier. Quand la crise est partout, elle n'est nulle part. Les « vrais » riches, les profiteurs, ce sont ceux qui se situent un cran au-dessus d'elle en termes de niveaux de vie, une poignée d'ultra-fortunés capitalistes qui maîtrisent le monde (les fameux 1 % les plus riches) et qu'elle déteste (tout en faisant partie de ces 1 % les plus riches au niveau mondial). Son ennemi lui vient aussi de l'extérieur, notamment de la « mondialisation capitaliste » emmenée par ces super-riches. Enfin, une part croissante de ces privilégiés est sensible aux discours xénophobes sur l'incompatibilité culturelle d'une partie des immigrés [4] (les Arabes et les noirs, disons les choses clairement) et l'exprime plus ou moins ouvertement.

Comment en est-on arrivé là, alors que cette bourgeoisie culturelle a longtemps été aux avant-postes de la lutte contre les inégalités sociales et de la critique des rapports de domination entre les groupes sociaux que l'on osait appeler autrefois « classes sociales » ? Dénoncer l'hypocrisie n'empêche pas d'essayer d'en comprendre ses ressorts profonds. Ils sont multiples.

Les ressorts de l'hypocrisie

L'embourgeoisement des organisations qui représentaient le camp de l'égalité sociale est la première explication qui vient à l'esprit. Les associations, les instances dirigeantes des syndicats et les partis politiques sont de plus en plus des regroupements de personnes diplômées. Le déclin du parti communiste, qui était le parti le plus ouvert aux ouvriers, a accentué un processus plus général d'embourgeoisement de l'ensemble de la gauche. Le parti socialiste est devenu au fil du temps encore plus un parti de notables issus de la « méritocratie ». Cette explication a une portée limitée. Elle idéalise le bon vieux temps de la politique alors que les instances dirigeantes des partis n'ont jamais été représentatives de la société. Surtout, elle débouche sur une question similaire : pourquoi ces organisations se sont-elles embourgeoisées ?

Les dirigeants du parti socialiste, au cœur des majorités de gouvernement, ont une grande part de responsabilité dans cette situation. Non qu'ils soient restés inactifs : des 39 heures, puis 35 heures, aux mesures récentes contre le temps partiel contraint ou à la meilleure prise en compte de la pénibilité du travail, en passant par le développement de l'enseignement supérieur technique, leur bilan est loin d'être nul. Mais faute de n'avoir jamais respecté leurs engagements électoraux. Par crainte d'aliéner la frange supérieure diplômée de son électorat, ils n'ont jamais osé mener une réforme d'ampleur de l'éducation qui aurait pu réduire les écarts entre les milieux populaires et les autres. Les conservateurs de l'école ont, au fond, toujours gagné. Accédant trois fois au pouvoir sous la Ve République (1981, 1997 et 2012), ils ont à chaque fois retourné leur veste en matière de politique fiscale et budgétaire, se privant des moyens de moderniser la France en répondant à des besoins sociaux concrets [5]. Les volte-face de 1983 (la rigueur) et de 1997 (les baisses d'impôts) pouvaient s'expliquer par la situation économique (la faible croissance en 1983, son excès en 2000). Le basculement de 2014 a définitivement désorienté ceux qui y croyaient encore et décrédibilisé durablement le parti socialiste qui aurait pu être au cœur d'une politique de réduction des inégalités.

Le transfuge récent d'une partie des élites de la gauche vers La République en marche constitue une forme de « coming out » qui réduit l'hypocrisie de cette composante de la bourgeoisie culturelle [6]. Elle n'a plus besoin de faire semblant de s'opposer aux inégalités, elle est passée aux « premiers de cordée » qui doivent montrer l'exemple de la réussite individuelle. Une partie de la gauche est passée du camp social démocrate au camp libéral (au sens économique).

L'hypocrisie actuelle repose également sur d'autres ressorts. Des facteurs idéologiques [7] : si l'on met autant en avant les « nouvelles inégalités », c'est que la brutalité du raisonnement marxiste d'hier les a longtemps occultées. « *Lutte des classes, pauvres et riches, ouvriers et patrons, ont fait les beaux jours de ceux et celles qui analysaient notre société [...] reléguant plus bas celles résultant d'autres caractéristiques* », résume la politologue Janine Mossuz-Lavau [8]. Toute une partie des inégalités, de genre ou liées à la couleur de peau notamment, était passée sous silence. Elles s'invitent d'autant plus fortement dans le débat. L'ampleur du mouvement actuel contre la domination masculine s'explique par la violence de cette domination. Une forme de retour de bâton.

C'est plus que cela. Les transformations sociales accélérées depuis les années 1970 ont débouché sur une grande confusion. L'élévation des niveaux de vie a entraîné une amélioration des conditions d'existence des plus démunis jusqu'au milieu des années 2000. Sur cette base, certains n'ont pas repéré le déplacement des formes de la distinction sociale. La « moyennisation » et l'homogénéisation des modes de vie ont brouillé les pistes. Parfois par incompréhension des évolutions, parfois de façon beaucoup plus volontaire, pour occulter les formes de domination sociale.

Les catégories sociales les plus favorisées veulent profiter pleinement de l'avènement de la société de consommation tout en la critiquant. Pour cela, elles ont notamment besoin du temps des autres, qu'elles achètent sous des formes très variées : femmes de ménage, gardes d'enfants, hôtellerie, restaurants, transports, commerces, etc. Elles profitent d'avoir une main d'œuvre flexible et dont les temps sociaux sont désynchronisés, qui constitue le cœur des catégories populaires. Au nom de la « modernité », cette bourgeoisie culturelle revendique la précarité et le travail à la tâche (sous couvert de la célébration de la « révolution numérique ») pour les autres, moins qualifiés, pour qui ce serait la seule solution pour in fine accéder à la consommation, comme elle. C'est le sens des différentes lois sur le travail votées ces dernières années.

Un contexte économique tendu

En même temps, la stagnation de l'activité économique rend les choix de répartition des revenus tendus. En période de progrès, on pouvait donner un peu plus aux plus démunis tant que sa propre part augmentait. Depuis 2008, le

revenu global stagne et le combat pour récupérer sa part devient de plus en plus âpre. Quand il faut trancher, ce que l'un gagne, l'autre le perd. Les oppositions deviennent plus fortes, chacun justifiant ses mérites avec un poids inégal dans l'espace public. Les catégories favorisées, et pas seulement la grande bourgeoisie économique [9], sont mobilisées pour défendre leurs intérêts (leurs revenus, mais aussi leur école, leur environnement, etc.).

Un dernier facteur joue, plus rarement évoqué, celui du rôle de l'école. Une grande partie des 16 % de la population qui ont un diplôme supérieur à bac + 2 ne se pense pas « bourgeoise » et n'assume pas son pouvoir de domination [10]. C'est contre nature. Ceux que l'on devrait appeler les « bocus » (pour bourgeoisie culturelle) méprisent le concept de « bobo » (pour « bourgeois bohème »), fourre-tout et qui n'a pas grand-chose de bohème, mais révélateur. Cette bourgeoisie culturelle fait tout ce qu'elle peut pour occulter le rôle du capital culturel en matière de domination sociale. Pour elle, les « déclassés » (ces diplômés qui ne s'insèrent pas) ont, par exemple, beaucoup plus d'importance que les non-classés, ces non-diplômés qui n'accèdent à rien.

Au-delà, le processus d'allongement des scolarités depuis les années 1980 a un double rôle. L'école émancipe : l'élévation du niveau d'éducation donne aux enfants des catégories populaires davantage d'armes pour défendre leurs intérêts. En même temps, elle constitue un puissant ciment qui solidifie les inégalités. Les titres scolaires offrent une légitimité nouvelle à ceux qui les détiennent : les inégalités sont de plus en plus assises sur un processus qui relève d'un cocktail fait du mérite personnel, de l'intelligence et du travail. L'emprise du diplôme [11] – la croyance collective dans sa valeur – rend plus forts ceux qui le détiennent. La caissière n'intéresse pas parce que c'est une femme, mais surtout parce qu'elle n'a pas « réussi » à l'école. L'énarque et le normalien sont auréolés d'un prestige sans commune mesure avec celui qui aura réussi par la force du poignet dans l'entreprise. Tout le monde y croit dur comme fer. On comprend que cette bourgeoisie culturelle bloque toute réforme scolaire d'ampleur. De la même façon que la bourgeoisie économique agite le chiffon rouge de « l'égalitarisme » à chaque tentative de réduction des inégalités de revenus, la bourgeoisie scolaire s'insurge contre le « nivellement par le bas » à chaque tentative de démocratisation scolaire. Son crédo est « l'élitisme républicain », qui n'a jamais été autre chose qu'un élitisme social accompagné de quelques figures méritantes bien mises en avant. Au fond, son goût pour la compétition scolaire est le pendant de celui de la bourgeoisie économique pour la concurrence : elle a été contaminée par l'idéologie du marché tout-puissant.

L'hypocrisie de la bourgeoisie culturelle repose sur un grand nombre de facteurs, plus ou moins justifiables. Elle-même est tiraillée, composée de sous-groupes différents allant des libéraux aux altermondialistes. De la lutte pour la démocratisation de l'école au soutien aux populations migrantes en passant par le combat contre le mal-logement, la résistance existe grâce à l'investissement d'une frange de cette bourgeoisie culturelle, souvent la moins favorisée. Des associations à l'enseignement, un grand nombre d'acteurs s'investissent tous les jours pour réduire les écarts entre les milieux populaires et les plus défavorisés, même si c'est rarement eux que l'on entend le plus. Enfin, une partie de la jeunesse est certes diplômée mais détient des titres dévalués sur le marché du travail. Elle se trouve sévèrement déclassée et exprime sa frustration.

Une gourmandise qui coûte cher

La gourmandise des plus favorisés a des conséquences. Méprisées, écartées pour partie du progrès des revenus et de l'école, les catégories populaires se manifestent de plus en plus en soutenant l'extrême droite, comme en témoigne la montée en puissance progressive du Front national. Dans de nombreux pays, de l'Autriche à la Pologne en passant par les États-Unis, le populisme a déjà gagné la bataille du pouvoir. En Allemagne, près de 100 députés d'extrême droite siègent déjà au Bundestag. Ce sera le cas demain dans notre pays si le mépris continue.

Deux voies sont envisageables. Les cyniques peuvent penser qu'au fond cette bourgeoisie culturelle est indifférente aux conséquences de son comportement pour les catégories populaires et que, finalement, derrière ses cris d'orfraie à propos des inégalités, elle ne verrait pas tant de mal que cela à l'accès au pouvoir d'un parti nationaliste. Quelles seraient les conséquences concrètes pour elle en effet ? Ce n'est pas le Front national qui remettra en cause les privilèges scolaires dont elle jouit. Le peuple et les élites se mettraient d'accord sur le dos des immigrés (on devrait plutôt dire des Arabes), qui serviraient de bouc émissaire. C'est possible. Les hebdomadaires ou les émissions de débat du soir à la télévision, dirigés par des figures de la bourgeoisie culturelle, sont devenus des supports de la propagande de l'extrême droite, ce qui aurait été impensable il y a dix ans. La dérive d'un nombre croissant d'intellectuels de gauche va dans le même sens, de même que l'indifférence d'une partie des électeurs et dirigeants de la France Insoumise au choix entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

On peut aussi penser que tout reste à construire dans un monde qui subit une crise structurelle de l'emploi, que le mouvement social n'est pas mort et, surtout, que les valeurs portées par l'immense majorité (pas seulement à gauche) rendent inacceptable la première solution. Que ces catégories sont orphelines d'un projet qui reste à construire, adapté au monde contemporain. « *Nos sociétés ne sont pas sans classes, mais sans discours de classe articulant, de manière nouvelle, une explication théorique de ces inégalités à un projet politique de transformation sociale, crédible et vérifiable* », analysait le sociologue Claude Dubar [12]. Mais alors, il faudrait se demander qui (ou quel événement) sonnera l'heure du réveil.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

Photo / © Zephyr_p, Fotolia

[1] Dont l'essentiel est constitué d'employés, d'ouvriers et de non-salariés peu qualifiés. Pour aller plus loin, voir « [Comment la gauche 'moderne' a abandonné les classes populaires](#) », Louis Maurin, *Le Monde*, 8 décembre 2015.

[2] *Voulons-nous vraiment l'égalité ?*, Patrick Savidan, Seuil, 2015.

[3] Si l'on cherche à préciser, on situera son niveau minimum à la licence pour les années 1980 au master aujourd'hui.

[4] Voir par exemple *L'insécurité culturelle*, Laurent Bouvet, Fayard, 2015.

[5] Voir « [Pacte de responsabilité, une faute historique de la gauche](#) », Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 1er septembre 2014.

[6] Une partie de l'électorat traditionnel du parti socialiste a simplement soutenu Emmanuel Macron dans la crainte d'un second tour Fillon-Le Pen.

[7] Pour aller plus loin, voir « [Les classes sociales sont de retour !](#) », Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 7 décembre 2015.

[8] Préface de *L'égalité sous conditions*, Réjane Sénac, Presses de Sciences Po, 2015.

[9] Décrite depuis longtemps par les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dans de nombreux ouvrages.

[10] Elle méprise le concept de « bourgeoisie bohème », certes fourre-tout mais révélateur.

[11] Bien explicitée par François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit dans *Les sociétés et leur école - Emprise du diplôme et cohésion sociale*, Seuil, 2010.

[12] « Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? », Claude Dubar, *Lien social et politiques*, n° 49, printemps 2003.

1. Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

2. Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Inegalites-comment-expliquer-l-hypocrisie-de-la-gauche>